

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, en étudiant cette proposition, j'ai jugé bon d'obtenir l'opinion des travailleurs et des sociétés concernés. En les consultant, j'ai constaté que tout le monde était loin de penser que cette proposition est dans l'intérêt des travailleurs et de l'industrie en général. Nous poursuivons nos travaux dans ce domaine, afin de voir si nous pouvons mettre au point une proposition qui répondra aux préoccupations formulées. J'espère qu'il sera possible de faire une déclaration là-dessus avant trop longtemps, mais il s'écoulera encore un certain temps avant que je puisse annoncer une décision.

LA PROPOSITION DE LA SOCIÉTÉ FIRESTONE

M. Bill Kempling (Burlington): Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au même ministre. Firestone Canada Inc. a saisi le ministre de l'Industrie et du Commerce d'une proposition visant à permettre à la société de rationaliser sa production et de bénéficier d'une remise de droits sur certains produits. Firestone a négocié un accord avec ses employés en vue de modifier les horaires de travail. En fait, la société a embauché et formé plusieurs centaines de nouveaux employés, devant l'initiative du ministre. Quand ce dernier compte-t-il répondre à Firestone? Plusieurs employés se sont adressés à leur député à la Chambre des communes à ce propos, et certains ont exprimé l'espoir qu'il n'arriverait pas à Firestone la même chose qu'à la société Admiral, qui a dû licencier ses employés. En ce qui concerne les employés de Firestone, pareille rationalisation constitue la solution à leur problème, et ils souhaitent que le ministre leur réponde le plus rapidement possible.

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, Firestone m'a fait part d'un projet relatif à ses activités et du programme de rationalisation auquel elle songeait. Essentiellement, elle nous exhorte à donner suite à sa proposition, nonobstant toute autre que nous aurait faite d'autres entreprises. Voilà qui, à mon avis, soulève des questions importantes en ce qui concerne l'industrie et Firestone, questions qu'il nous faudra étudier à fond.

Mon collègue, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, d'autres députés de Hamilton ainsi que des employés de Firestone ont beaucoup insisté auprès de moi à ce propos. J'accorde une très grande importance aux intérêts des employés de cette compagnie et j'espère pouvoir leur fournir une réponse sous peu.

* * *

L'ÉCONOMIE

ON DEMANDE À CONNAÎTRE LE POINT DE VUE ET LES PROJETS DU MINISTRE

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Madame le Président, en l'absence du ministre des Finances, je voudrais poser ma question au ministre de l'Industrie et du Commerce. On vient de mentionner que Canadian Admiral licencierait des milliers de travailleurs et que les banques avaient saisi son actif. Comme au mois d'octobre les ventes d'automobiles ont

Questions orales

diminué de 35 p. 100 par rapport à l'année passée et qu'il y a eu des mises à pied dans toutes les industries du pays, le ministre est-il prêt à admettre que l'économie canadienne est en pleine récession? Est-il prêt à admettre que le chômage est un problème au moins aussi grave que l'inflation pour les travailleurs canadiens, et que compte-t-il faire pour y remédier?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, je pense que les statistiques se passent de commentaires. Nous sommes, sans aucun doute, dans une situation économique difficile même si certains progrès semblent avoir été réalisés depuis l'année dernière . . .

Une voix: Où?

M. Gray: . . . je songe, par exemple, au grand nombre d'emplois créés. La situation dont parle mon cher collègue n'est pas particulière au Canada. L'économie des États-Unis est très faible, comme l'a confirmé le gouvernement américain. C'est une des principales raisons des difficultés que traversent certains secteurs de notre industrie, surtout l'automobile, car nous exportons vers les États-Unis environ 80 p. 100 de notre production d'automobiles et de pièces. Par conséquent, c'est une situation qui retient toute notre attention.

Je suggère à mon cher collègue d'attendre le budget qui sera présenté dans quelques jours. Je ne peux évidemment pas dire ce qu'il contiendra, mais il montrera, je pense, que nous nous sommes penchés sur les graves difficultés que suscite la situation actuelle.

LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Je constate, madame le Président, que le ministre n'a répondu ni à l'une ni à l'autre de mes questions. Je lui ai demandé tout d'abord s'il n'est pas d'avis que l'économie est dans le marasme. Il est certes bien placé pour le savoir. Je lui ai demandé en second lieu s'il estime ou non que le chômage constitue un problème aussi grave que l'inflation. J'aimerais obtenir une réponse à ces deux questions. Le ministre des Finances a dit que dans la stratégie économique le gouvernement s'attachait à lutter contre l'inflation et que le chômage ne constituait pas un grave problème aux yeux du gouvernement. Le ministre pense-t-il que le pays est maintenant en pleine récession, et d'après lui le chômage est-il maintenant un problème aussi grave que l'inflation?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, les économistes ne s'entendent pas pour définir ce qu'est une récession et autres phénomènes du genre. Cependant, je le répète, là n'est pas la question à mon avis. Les indicateurs économiques actuels montrent que nous sommes dans une situation grave pour laquelle nous devons être disposés à adopter les remèdes qui s'imposent. Nous nous préoccupons certes beaucoup du chômage. Il y a des liens bien établis entre le chômage et l'inflation. Pour remédier vraiment aux problèmes du pays, le gouvernement doit s'occuper tant du chômage que de l'inflation et c'est ce que nous sommes disposés à faire.